

PROGRAMME NATIONAL
DEMOCRATIQUE
DU
FRONT POPULAIRE DE LIBERATION
DE L'ERYTHREE



INTRODUCTION

L'Erythrée est située au carrefour de l'Afrique et du Moyen Orient. Elle est délimitée par la Mer Rouge à l'est, le Soudan au nord et à l'ouest, l'Ethiopie et Djibouti au sud. Cette situation stratégique a contribué à modeler son histoire.

Pour bien saisir l'histoire contemporaine du peuple érythréen, il faut examiner l'histoire ancienne de la Corne de l'Afrique.

Les premiers habitants de l'Erythrée d'aujourd'hui furent un peuple africain négroïde, les nilotiques. Plus tard, les envahisseurs hamites originaires du nord de l'Afrique occupèrent ce qui est aujourd'hui le nord de l'Erythrée et, se mêlant aux nilotiques, s'implantèrent dans les terres basses de l'ouest et dans les montagnes du nord.

Entre 1000 et 400 av. J.C., les sémites traversèrent la Mer Rouge venant de l'Arabie du Sud et, envahissant le plateau érythréen, s'y installèrent en se mélangeant aux populations nilotiques et hamitiques. Les sémites qui venaient du Sud-Arabique, dotés d'une haute civilisation sabéenne, furent à même de transformer la société hamito-nilotique et fondèrent le royaume d'Axoum.

Ceci est le développement général de l'histoire ancienne de cette région. Cependant, les féodaux et les dirigeants éthiopiens ont créé une nouvelle légende de "3000" années de domination pour mieux servir leurs intérêts. Selon cette légende,

une certaine reine Makda alla à Jérusalem en 970 av. J.C. et rentra dans son pays enceinte. Lorsque l'enfant grandit, il monta sur le trône sous le nom de "Menelik I" et, à partir de ce moment, commencèrent les "3000" années de l'histoire de l'Ethiopie et le règne ininterrompu de la "Dynastie Solomonide".

En fabriquant cette fable, les féodaux amharas ont pour but principal la réalisation de leurs ambitions expansionnistes : soumettre un grand pays à leur dictature ; encourager un chauvinisme vain ; mélanger la gloire et le chauvinisme en se réclamant d'une période imaginaire de 3000 ans d'indépendance et rendre les peuples qu'ils gouvernent et oppriment les esclaves perpétuels de l'obscurantisme en faisant apparaître leur royaume comme d'essence divine, sacré et inviolable. Les anciennes civilisations n'ont jamais servi et ne peuvent jamais servir comme base de prétentions territoriales dans l'ère moderne. Si leur existence dans le passé lointain a quelque valeur, elle trouve sa place au musée où elle peut être utile à l'étude de l'histoire de l'homme et de la société. En faire la base des rapports politiques contemporains serait tout simplement un expansionisme fasciste. L'absurdité de cet argument que les dirigeants éthiopiens avancent pour justifier leur oppression et agression contre le peuple érythréen est donc claire.

Dans son expansion, le royaume d'Axoum s'était étendu jusque dans le sud-ouest arabe. Aussi fut-il largement influencé par des civilisations étrangères, particulièrement la civilisation grecque, à travers les échanges culturels et commerciaux. Cependant, lorsqu'au 7ème siècle l'Arabie du sud fut occupée par les Perses, les rapports d'Axoum

avec l'autre rive de la Mer Rouge furent interrompus. Les tribus béja intensifièrent leur pression dans le nord.

Sur le plan intérieur, il y eut des révoltes grandissantes de certaines tribus. Lorsque, dans ce contexte les tribus agau attaquèrent par le sud, le royaume d'Axoum s'effondra. La civilisation axoumite, comme plusieurs grandes civilisations du passé, fut ainsi détruite et effacée par les barbares. Après sa chute, le royaume d'Axoum ne connut plus de renaissance et en tant que système socio-économique il n'eut aucun lien économique, politique et social avec les systèmes qui prévalurent durant les siècles qui suivirent sa chute, encore moins au siècle dernier ou aujourd'hui. Les féodaux amhara, néanmoins, ont eu recours aux fables de la "très ancienne histoire" afin de s'accaparer la civilisation axoumite, de glorifier leur régime et d'alimenter leur chauvinisme et leur expansionisme.

La tentative de présenter le royaume d'Axoum comme preuve de ce que des générations d'Erythréens ont été Ethiopiens n'est que le rève futile des expansionnistes féodaux et de leurs disciples fascistes.

Bien qu'il n'existe pas de documents détaillés sur les siècles obscurs qui suivirent la chute d'Axoum, il ne faut pas oublier qu'il y eut, de fait, une destruction de biens, de bétails et de vies humaines, due aux guerres civiles et luttes entre tribus rivales, aux agressions de caractère politico-religieux qui se produisirent lors de l'expansion des deux grandes religions, l'islam et le christianisme, et à la traite des esclaves qui domina tout autre commerce et détourna une énorme force de travail.

Tout ceci fut un obstacle au développement de cette région et responsable de son état arriéré et de sa réduction à merci par des colonialistes européens au 19ème et 20ème siècles, autrement dit de la chute du royaume d'Axoum. Jusqu'au 19ème siècle, lorsque des pays aux frontières définies furent constitués avec l'expansion du colonialisme européen en Afrique, il n'y eut absolument aucune période où dans cette région il ait existé un Etat organisé et centralisé.

Quand les Portugais explorèrent les routes maritimes vers l'est à la fin du 15ème siècle, ils se heurtèrent d'abord aux puissances islamiques et plus tard aux Turcs lorsqu'ils voulurent contrôler les routes maritimes et occuper les lieux stratégiques. Les rivalités turco-portugaises dans la Corne de l'Afrique s'enchevêtrèrent avec les conflits tribaux et religieux de la région. Ce fut donc en exploitant les contradictions internes de la région que les Turcs, se dressant contre les Portugais, furent en mesure d'occuper la côte de la Mer Rouge en 1557. Leurs tentatives répétées de pénétrer dans "l'hinterland" se virent opposées à une résistance tenace. Incapables de briser cette résistance, particulièrement après 1589, ils donnèrent la vice-royauté au chef des tribus bellow avec le titre de "Naib" et continuèrent à gouverner nominalement trois siècles, environ jusqu'en 1865.

Au fur et à mesure que les Turcs s'affaiblissaient et lorsqu'au début du 19ème siècle, ils permirent à l'Egypte de récupérer son pouvoir politique en lui donnant son autonomie interne, Mohamed Ali Pasha fut en mesure de battre aisément le royaume de Fung.

En s'avancant vers les terres basses occidentales de l'Erythrée d'aujourd'hui, il força les diglals ben amir à accepter sa suzeraineté.

Plus tard, les Egyptiens, utilisant les invasions expansionistes chrétiennes des rois amhara, prirent les côtes de la Mer Rouge aux Turcs en 1867. Mais leurs tentatives répétées de pénétrer vers l'intérieur furent mises en échec par des résistances populaires. Leur domination fut limitée à Keren et aux zones côtières jusqu'au moment où, affaiblis par les mahdistes, ils furent enfin chassés par les Italiens en 1885.

Le 19ème siècle est une époque durant laquelle les pays impérialistes de l'Europe de l'ouest ont partagé l'Afrique afin d'exploiter ses ressources naturelles et sa force de travail à bon marché, de s'assurer des marchés importants pour leurs productions industrielles, et d'occuper des régions stratégiques qui pouvaient leur servir à contrôler leur commerce extérieur et à monopoliser leurs routes commerciales. La Conférence de Berlin de 1885 n'a fait que consacrer officiellement le partage de l'Afrique. Les pays impérialistes de l'Europe de l'ouest qui avaient projeté d'investir leurs capitaux en Inde et dans les pays arabes en espérant y trouver de rapides super-profits, trouvèrent nécessaire de percer le canal de Suez et d'occuper des positions stratégiques vitales sur les côtes de la Mer Rouge et de la Corne de l'Afrique afin de contrôler le commerce dans la Mer Rouge et l'Océan Indien qui était tenu par les Egyptiens, les Turcs et les Arabes. Tandis que la Grande-Bretagne et la France étaient les principaux concurren-

rents dans la région, l'Italie jouait le rôle d'allié mineur de l'impérialisme britannique.

L'Italie impérialiste, profitant de la compétition franco-britannique, de la rivalité entre les rois du Shoa et du Tigray, des ambitions expansionnistes des mahdi et enfin de l'affaiblissement de l'Égypte, s'installa sur les rives de la Mer Rouge en 1869 sous prétexte d'établir un comptoir commercial et une mission catholique. Peu à peu elle amena des forces militaires, et profitant des rivalités des féodaux, occupa l'Erythrée entière en 1890.

Bien que les terres basses de l'est et de l'ouest aient été nominalement sous la domination égyptienne avant l'occupation italienne de l'Erythrée, les territoires béja, envahis par les mahadistes, se trouvaient en anarchie. Plusieurs sultans tribaux gouvernaient la Dankalie. Les contradictions de plus en plus aigues et les luttes de pouvoir entre les féodaux de Tzeazga et Hazega sur les hauts plateaux donnèrent l'occasion au roi Yohannes du Tigray d'occuper et de gouverner l'Erythrée par l'intermédiaire de son vice-roi Ras Alula, juste avant l'arrivée des Italiens. En intégrant ces territoires disparates et en établissant un système administratif centralisé, l'Italie impérialiste a donné naissance à l'Erythrée en tant que nation avec une identité politique et géographique bien définie.

Pendant la deuxième moitié du 19ème siècle, la Corne de l'Afrique fut soumise non seulement à l'expansion de la domination capitaliste mais également à l'expansion de la domination féodale. Dans ce qui est l'Éthiopie actuelle, les royaumes du Tigray,

du Gojiam et du Shoa devenaient plus forts et connaissaient une centralisation ou une intégration de caractère féodal pendant le 19ème siècle. Malgré cette course à l'expansion, le royaume du Shoa sous Menelik finit par prédominer grâce à la supériorité de ses armes et à l'affaiblissement des royaumes du Tigrai et du Gojiam par les agressions italiennes et mahadistes. Le roi Menelik participa à la conspiration coloniale pour le partage et l'occupation de la Corne de l'Afrique. Exploitant les rivalités entre la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, il envahit le pays Oromo, amena les territoires du Tigrai et du Gojiam sous son contrôle, et à la fin du 19ème siècle, établit un Etat éthiopien centralisé et féodal dont les frontières constituèrent la ligne de démarcation entre le système capitaliste et le système féodal. L'argument avancé par les expansionnistes éthiopiens et les historiens à leur service, suivant lequel l'Erythrée faisait partie de l'Ethiopie avant l'arrivée du colonialisme italien, prouve seulement leur désir de dissimuler, conformément à leurs visées expansionnistes, le moment et les circonstances au cours desquels l'Erythrée et l'Ethiopie furent formées en tant que pays avec des identités politiques et géographiques définies.

Non content de violer les droits démocratiques et humains du peuple érythréen et d'imposer un système de ségrégation raciale, le colonialisme italien confisqua toute la terre dans les basses terres et sur les hauts plateaux ainsi que des vastes zones agricoles fertiles et des pâturages sur le plateau pour créer des domaines et réduisit la vie à la campagne à un état tout à fait déplorable.

Privant le peuple érythréen de soins médicaux et d'éducation il engendra l'ignorance et la maladie. Même si le colonialisme italien construisit des usines conformes à ses visées impérialistes et permit l'émergence de la classe ouvrière érythréenne, il encourageait et alimentait les aspects féodaux de notre société en vue d'assurer et de perpétuer sa domination. En cherchant à satisfaire ses intérêts, il a suscité l'intégration économique des différentes parties de l'Erythrée. Dans sa lutte contre l'oppression du colonialisme italien et la ségrégation raciale intense qui l'accompagnait, le peuple érythréen se forgea une forte identité nationale et développa ainsi une personnalité peu commune.

Les pays impérialistes, dans leur compétition aigüe pour étendre leurs colonies et diviser et rediviser les continents, avaient provoqué les deux guerres mondiales. Cet état de choses affaiblit les pays impérialistes et renforça les peuples colonisés. Bien que le peuple érythréen, combattant avec les puissances alliées pendant la Deuxième Guerre Mondiale, ait chassé le colonialisme italien en 1941, l'Erythrée passa du colonialisme italien au colonialisme britannique.

Dès le début, la Grande-Bretagne conspira pour abolir l'existence politique de l'Erythrée en la partageant entre le Soudan, à l'époque sa colonie et l'Éthiopie féodale, sa néo-colonie. A cette fin, elle se mit à détruire l'infrastructure économique de l'Erythrée afin de la faire apparaître comme économiquement non viable et à envenimer les contradictions secondaires afin de diviser le peuple érythréen selon des critères religieux et tribaux et ainsi d'affaiblir son unité. Bien qu'elle n'ait pas réussi à partager

l'Erythrée, la Grande-Bretagne parvint à saper l'économie de l'Erythrée et à semer la discorde entre les peuples érythréens au point qu'ils furent incapables d'identifier leurs vrais ennemis et, se querellant entre eux, devinrent victimes de l'impérialisme mondial, de l'expansionisme éthiopien et de la trahison interne.

Même si dans les années 40 on a assisté à la formation de plusieurs partis politiques en Erythrée, la lutte du peuple érythréen pour l'indépendance ne pouvait être couronnée de succès car aucun de ces partis n'avait la ligne politique correcte, la force et la cohésion nécessaire pour unir autour de lui la majorité du peuple érythréen, déjouer les manoeuvres de l'impérialisme et du néo-colonialisme et conduire le peuple érythréen vers l'indépendance. Puisque l'avenir de l'Erythrée ne put être décidé dans les discussions entre les quatre puissances, la question fut renvoyée aux Nations Unies, qui, à ce moment-là, était sous la domination impérialiste américaine. En 1950, à la Cinquième Session Ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies, l'impérialisme américain fit voter une résolution (390 A/V) afin de satisfaire ses intérêts impérialistes et néo-coloniaux, assurer les objectifs expansionistes des féodaux "amhara" et leur donner accès à la mer, tout ceci contre la volonté et au prix de l'indépendance du peuple érythréen. Sous forme de fédération, l'Erythrée fut soumise au joug de l'Ethiopie néo-coloniale et l'impérialisme américain installa des bases militaires en Erythrée. Il fut donc immédiatement évident que tout ceci était destiné à protéger les intérêts de l'impérialisme dans la Mer Rouge et la Corne de l'Afrique.

Dès que l'Éthiopie pénétra en Érythrée par le biais de la fédération, elle viola la résolution des Nations Unies, bannit la liberté de presse, brisa les organisations et les partis politiques libres et populaires, imposa la langue et la culture des classes dirigeantes amhara en supprimant les langues et la culture érythréennes, persécuta et emprisonna les patriotes, et installa une importante armée d'occupation dans toute l'Érythrée pour intimider le peuple et mater sa résistance.

Le peuple érythréen, tirant des leçons précieuses de son expérience, a continué sa lutte contre la répression de plus en plus intense. Lorsqu'il a commencé à intensifier sa lutte sous la direction des mouvements des travailleurs, des étudiants et des autres patriotes dans les grandes villes en particulier, l'Éthiopie féodale intensifia ses atrocités. Quand le drapeau érythréen fut supprimé en 1958, les travailleurs, les étudiants et les autres patriotes s'organisèrent clandestinement et prirent la tête du mouvement national à travers une organisation clandestine nommée "Mahber Showate". Lorsque la résistance du peuple érythréen se développa sous la direction de cette organisation, la répression éthiopienne s'accrût. Par conséquent, les gens organisés au sein du "Mahber Showate" dans les villes et au sein du Mouvement de Libération Érythréen à l'étranger, se rendirent compte que les moyens pacifiques seuls ne pourraient pas mener à la victoire ou à l'indépendance et commencèrent à rechercher d'autres moyens pour faire avancer leur lutte.

Tandis que telle était la tendance générale, certains chefs traditionnels, volontairement exilés, et leurs collaborateurs ont formé une

petite bande armée appelée le Front de Libération de l'Erythrée (F.L.E.). Ceci a été réalisé pour des seules raisons de rivalité sans aucune consultation avec les forces qui étaient déjà en train d'étudier les voies et les moyens de la lutte armée. Au moment de sa création, il manquait à ce Front non seulement une ligne nationaliste claire ayant des objectifs définis, mais aussi il n'était composé que d'une clique extrêmement rétrograde ne répondant pas aux besoins de la situation. Au fur et à mesure que la lutte armée se développait, le peuple commença à le soutenir simplement parce que, en tant que résistance armée au régime barbare éthiopien, il exprimait la haine du peuple érythréen à l'égard du colonialisme éthiopien.

En novembre 1962, le régime de Hailé Sélassié bafouant ouvertement les droits légitimes du peuple érythréen et violant la Résolution des Nations Unies (que les N.U. peuvent changer avec le consentement du peuple érythréen) a déclaré officiellement que l'Etat autonome de l'Erythrée deviendrait dorénavant une province de l'Ethiopie. A aucun moment ni l'Assemblée Générale des N.U. ni le Conseil de Sécurité n'a protesté contre l'oppression barbare du peuple érythréen par le colonialisme éthiopien, même pas lorsque le régime éthiopien a commis une violation flagrante de la justice et de la paix.

Dès le début, le F.L.E. suivit une ligne qui était incapable de donner corps aux sentiments patriotiques, mais au contraire favorisait les divisions basées sur des rivalités de caractère féodal. Ces rivalités empirèrent avec le développement du mouvement en

nombre d'hommes et d'armes. Pour apaiser les rivalités entre les éléments féodaux et pour mieux exploiter les divisions, la clique réactionnaire à l'étranger qui se disaient les chefs du Front et présentaient la juste lutte du peuple érythréen de cent façons différentes, toutes non patriotiques, divisèrent l'Erythrée en cinq zones féodales en 1964-1965. Cette division en zones était contraire à l'unité du peuple érythréen car elle était fondée sur l'exploitation de leurs contradictions secondaires au profit de la clique réactionnaire. De surcroît, la clique réactionnaire se désigna elle-même comme le Conseil Suprême, et se présentant comme père fondateur de la révolution, se concentra sur la quête d'une aide qui lui fut profitable et se contenta de faire des déclarations à l'étranger.

La période des zones militaires se caractérise par la rivalité entre elles et les querelles sur leurs frontières territoriales. Les dirigeants des zones, loin de coopérer, se réjouissaient de la défaite de l'un ou de l'autre. Non seulement ils ramassaient de l'argent en prélevant des impôts sur le peuple, des amendes et des dons, mais ils accumulaient aussi des biens pour l'avenir en enlevant ouvertement du bétail et d'autres richesses du peuple. Lorsque les combattants commencèrent à s'opposer à ces actes corrompus, anti-patriotiques et non révolutionnaires, beaucoup d'entre eux furent emprisonnés, renvoyés ou liquidés par les féodaux des zones militaires. Quand la situation se dégradait et qu'un état critique s'instaura, le régime éthiopien, profitant de la faiblesse de l'armée divisée du F.L.E., lança en 1967 une campagne sans précédent, attaqua les zones

l'une après l'autre et perpétra des atrocités barbares sur le peuple érythréen opprimé qui avait de tout coeur apporté son soutien à la révolution. Aucune zone n'opposa une résistance suffisante dans sa région et moins encore ne coopéra avec les autres au moment où l'Ethiopie incendiait des centaines de villages, massacrait à la baïonnette et brûlait des milliers d'enfants, de femmes et de vieillards, tuait de grandes quantités de bétail, forçait des milliers de personnes à chercher refuge au Soudan et en déplaçait des milliers d'autres hors de leurs foyers.

Avec la détérioration progressive de la situation, la résistance, que ce soit celle des combattants armés ou des masses qui s'agitaient déjà, passa à l'action. Elle revendiqua l'abolition des zones féodales et la formation d'une armée unifiée, la présence des dirigeants sur le terrain et la convocation d'une conférence pour résoudre ces problèmes. Cependant, le Conseil Suprême, le Commandement Révolutionnaire, les commandants de zones et leurs collaborateurs s'efforcèrent de diviser et d'affaiblir ce mouvement qui allait contre leurs intérêts et firent en sorte que les 1ère et 2ème zones, sur lesquelles ils exerçaient une influence, ne s'unissent pas avec les trois autres zones. Le mouvement démocratique qui luttait pour réaliser une unité totale, ayant résolument décidé de persister dans son effort, parvint à concrétiser l'unité des trois zones. Condamnant le Conseil Suprême et le Commandement Révolutionnaire, il établit une direction provisoire sur le terrain.

La force unie des trois zones prouva la justesse de ses objectifs à travers les luttes qu'elle mena pour mobiliser le peuple,

les opérations qu'elle conduisit contre l'ennemi ; de plus, elle jouit d'un soutien populaire grandissant. Trouvant que la présence et le progrès de la force unie nuisaient à leurs intérêts égoïstes, le Conseil Suprême, le Commandement Révolutionnaire et leurs collaborateurs réactionnaires sur le terrain cherchèrent à la faire éclater et à l'affaiblir de l'intérieur. Ils complotèrent avec les éléments pseudo-démocratiques et opportunistes qui, ne pouvant aller contre la ligne du peuple, avaient rejoint la force unie et s'étaient faufiler jusqu'aux postes de direction. Ceci ne pouvait produire des résultats immédiats, et ils étaient de plus en plus isolés devant les masses. Changeant de tactique et prétendant qu'ils acceptaient désormais l'unité qu'ils avaient rejetée auparavant, ils tramèrent de nouveaux complots et se dirent d'accord pour convoquer la Conférence d'Adobha de 1969.

Parmi les principales résolutions de la Conférence d'Adobha, il y avait : "convocation d'un congrès national dans un délai d'un an", "établissement d'une direction provisoire sur le terrain pour coordonner l'armée jusqu'à la convocation du congrès national", "la création d'un comité préparatoire et d'un comité d'enquête pour examiner les crimes contre les combattants et les masses". Presque toutes ces résolutions émanaient des propositions de la force unie. Il est évident qu'à la Conférence d'Adobha, la force unie pour mener sa lutte avait besoin d'occuper des postes dans les organes administratifs à mettre sur pied. Mais son but principal était la réalisation de l'unité des zones tandis que son objectif à longue échéance était de donner une forme appropriée à la

qualité et à la composition du Front après une année de lutte. Elle n'avait donc non seulement posé aucune condition préalable pour la réalisation de ses objectifs, mais elle avait aussi fait des concessions sur plusieurs points afin de ne pas donner de prétexte aux réactionnaires pour se retirer. Car ceci se serait certainement produit si la force démocratique s'en était tenue avec intransigence à sa position face aux obstacles posés par les réactionnaires et face à toutes les trahisures et les conspirations des opportunistes de l'intérieur.

Comme les visées des réactionnaires étaient de s'emparer du pouvoir exécutif par n'importe quel moyen, ils présentèrent comme condition préalable que la direction provisoire devrait être composée de 38 membres. Que les trois zones de la Force Unie aient 18 représentants, tandis que les deux autres en auraient 10 chacune. Que chaque unité élise les siens et que le Conseil Suprême demeure tel qu'il était. Ainsi le Commandement Général, composé d'une majorité d'escrocs a été mis sur pied après une série de tractations et d'alliances tribales, et la prédominance des réactionnaires atteignit son apogée dans l'histoire de la lutte armée du peuple érythréen.

Le Commandement Général ne donna pas à la force de résistance la possibilité de lutter de l'intérieur. Aussitôt après sa constitution, il réorganisa l'armée conformément à ses intentions et commença à liquider les forces de résistance. En trois mois, il tua beaucoup de combattants, en emprisonna plus encore, et renvoya des centaines du maquis sous différents prétextes. Le champ de bataille érythréen connut une dictature fasciste

des réactionnaires sans précédent. Dans ces conditions, il était impossible d'organiser une résistance même de l'extérieur (par exemple, le Soudan), moins encore de lutter à l'intérieur du Front. Comme il n'y avait pas de meilleure alternative, la force démocratique dut se séparer et fonda une organisation indépendante afin de permettre à la révolution érythréenne de continuer sur une voie correcte. Ainsi la force démocratique, unissant tous les éléments de résistance, fonda les Forces Populaires de Libération de l'Erythrée (F.P.L.E.) en 1970.

Bien que le Commandement Général n'ait jamais renoncé à liquider les F.P.L.E., depuis la création de celles-ci en tant qu'organisation, ses tentatives essayaient des échecs car elles ne jouissaient pas du soutien de beaucoup de combattants. Lorsque les F.P.L.E. commencèrent un travail de fond, politisant, organisant, défendant le peuple et donnant asile aux résistants qui, jusqu'à présent, ne pouvaient échapper au Commandement Général, celui-ci convoqua le soi-disant Congrès National afin de légitimer sa philosophie "liquidationiste" au nom des combattants et du peuple en traitant le F.P.L.E. de contre-révolutionnaire. Ce Congrès adopta des résolutions "liquidationistes" et institua le "Conseil Révolutionnaire" comme l'instance dirigeante habilitée à les exécuter et déclara la guerre civile à la fin de février 1972. Les F.P.L.E., lançant le mot d'ordre "Toutes nos armes contre l'ennemi principal, solutions démocratiques pour les contradictions secondaires", s'en tinrent à une politique défensive. Le "Conseil Révolutionnaire" par contre, intoxiqué par l'illusion d'une victoire rapide, mena la guerre civile pen-

dant trois ans, causant la perte et blessant un grand nombre de cadres et de combattants, la destruction d'une quantité de biens appartenant à la révolution et donna à l'ennemi la possibilité de préparer ses futures agressions. Qui plus est, la guerre civile affligea et fit baisser le moral des masses érythréennes. Elle créa aussi parmi nos amis, à l'exception de ceux qui avaient intérêt dans la lutte fratricide des Erythréens, une attitude négative à l'égard de la juste lutte du peuple érythréen.

Bien que les forces que les F.P.L.E. regroupaient représentaient les groupes conscients et opprimés à l'intérieur du F.L.E., la force démocratique qui se sépara d'avec le Commandement Général ne fut pas capable non seulement d'organiser un départ en masse, mais aussi, comme lors du développement de tous les mouvements de libération, elles inclurent dans leurs rangs des groupes et des individus qui partageaient seulement leur position politique de refus. Par conséquent, le F.P.L.E. a été créé dans un processus révolutionnaire incluant des éléments douteux : c'est une organisation qui s'est trempée dans le feu des vigoureuses luttes contre l'agression coloniale éthiopienne et contre l'agression liquidationniste du Conseil Révolutionnaire d'une part, les réactionnaires locaux et les opportunistes de l'autre. Il fit de grands efforts pour réaliser étape par étape, au cours d'une lutte commune, l'unité de vue des différents groupes qui, au début, avaient des administrations séparées. Le F.P.L.E. continua à expliquer la nature et les conséquences de la guerre civile déclenchée par le "Conseil Révolutionnaire" aux masses populaires, aux combattants du F.L.E. et aux pays

amis. Il continua à clarifier sa position correcte et de principe, à savoir l'exigence d'un dialogue démocratique. Sur le plan militaire, il continua à remporter des victoires éclatantes en écrasant les forces du "Conseil Révolutionnaire" qui multipliaient leurs attaques frénétiques. Grâce à sa détermination courageuse et à sa persévérance, il assura sa survie et la continuité de la révolution. Au cours de la dure guerre civile, le "Conseil Révolutionnaire" s'affaiblit et perdit sa supériorité stratégique. En conséquence, les masses populaires qui avaient été bâillonnées pendant longtemps, commencèrent à agir et avec les forces du F.L.E. longtemps opposées à la guerre civile, il fut mis un terme à celle-ci à la fin de 1974, de façon spontanée dans l'intérêt des masses.

Lorsque la guerre civile prit fin et qu'il se développa une meilleure compréhension entre les combattants des deux fronts dans l'intérêt des masses érythréennes, les éléments rétrogrades et leurs complices à l'extérieur, pour qui la cessation de la guerre civile fut une déception amère, se mirent à tramer de nouveaux complots. Le but principal de ces complots fut de provoquer une nouvelle crise politique entre le F.L.E. et le F.P.L.E. en entravant le dialogue amorcé par les combattants. Leur tactique fut de faire volte-face et de se poser comme les champions de l'unité. Comme de coutume, cela devait être institutionnalisé. Le "Deuxième Congrès National" du F.L.E. fut convoqué et le vieux mot d'ordre du F.P.L.E. "dialogue démocratique pour les contradictions secondaires" y fut adopté comme nouveau mot d'ordre du 11ème Congrès National. Lorsque le "Conseil Révolutionnaire" alla à Bagdad pour exposer les réso-

lutions de son Congrès, il rencontra "accidentellement" l'ex-Mission extérieure du F.P.L.E., l'auteur principal du complot, pour lequel la cessation de la guerre civile, l'amorce du dialogue entre les combattants et l'amélioration de leurs rapports dans l'intérêt des masses avaient toujours été impossibles à accepter. Le "Conseil Révolutionnaire" et l'ex-Mission extérieure parvinrent à un accord "imprévu" au terme de leur rencontre "accidentelle" à Baghdad. Ceci fut suivi d'une rencontre à Beyrouth. L'accord prit un caractère officiel en septembre 1975 à Khartoum. Les articles principaux stipulaient l'unification immédiate des deux organisations, bien qu'il fût clair, dès le début, que le F.P.L.E. ne l'accepterait pas puisqu'il était contraire à sa proposition d'un front uni. Naturellement, le but ici était de présenter le rejet de principe, par le F.P.L.E., de cet "accord" comme contraire à "l'unité nationale" en vue de le faire condamner par les masses érythréennes et les pays amis. En effet, une telle conspiration visait à étrangler, désorganiser et dominer le F.P.L.E. en le privant de soutien matériel, financier et moral venant de l'extérieur. Ce n'est un secret pour personne qu'il existe une force étrangère qui collabore à ce complot en fournissant une aide militaire, financière et de propagande à la ligne qui représente ses intérêts en Erythrée.

Conscient de la nature du complot, le F.P.L.E. avait déclaré qu'il ne participerait pas à l'accord ni n'accepterait la responsabilité de ces conséquences - et ce bien avant la conférence de Khartoum. Il avait déjà clarifié son point de vue sur l'unité et la méthode correcte de sa réalisation, de même il avait établi un comité afin de le représenter quand le dialogue officiel aurait lieu

entre les deux parties. Il avait aussi demandé la résolution, par le dialogue, des problèmes en suspens de ses rapports avec l'ex-Mission extérieure. Cependant, l'ex-Mission extérieure, poussée par ses complices et comptant sur les armes et l'argent qu'elle avait amassés au nom du F.P.L.E., cherchait à inverser le cours de l'histoire. Guidée par l'illusion que le F.P.L.E., affamé et épuisé, se serait soumis à son "diktat", l'ex-Mission extérieure rompit ses relations avec le F.P.L.E., le 23 mars 1976. Sous couvert d'unité nationale, elle n'a depuis lors cessé de fomenter des complots destinés à semer la division sans précédent dans l'histoire du peuple érythréen dans une vaine tentative de freiner la marche de la révolution. Le F.P.L.E. est pleinement conscient du fait que tous les complots tramés au nom de "l'unité nationale" ont pour but non seulement d'affaiblir et de saboter la révolution érythréenne, mais aussi de donner à l'ennemi un moment de répit pour intensifier son agression et amener des conséquences à long terme contraires aux vœux des masses érythréennes. Il s'efforce de résister à toute manoeuvre de liquidation ou de division et de réaliser la véritable unité du peuple érythréen en proposant la méthode correcte de dialogue et d'unité entre les deux organisations : le F.P.L.E. et le F.L.E.

Le F.P.L.E., en tant que haute expression de la résistance démocratique à toute mesure réactionnaire, a été fondé pour sauvegarder les intérêts du peuple opprimé de l'Erythrée et assurer la continuité de sa révolution. Dès sa création, en tant qu'organisation, il a mené des luttes tenaces et sans précédent contre l'impérialisme, les colons fantoches éthiopiens et les liquidateurs réactionnaires.

Tout particulièrement, après 1975, il a remporté de grandes victoires contre l'ennemi principal, sans précédents en Erythrée, aussi bien dans le domaine militaire que dans les autres. Il a étendu et consolidé les territoires libérés, écrasé les forces de la réaction qui auparavant semblaient invincibles et émergé en tant que puissante et solide force révolutionnaire, prête à la lutte. Il a tenu son premier congrès et ouvert une nouvelle ère. Adoptant un nouveau sigle : Front Populaire de Libération de l'Erythrée - ce qui exprime de façon appropriée son progrès, à l'heure actuelle, le F.P.L.E. intensifie sa lutte avec un esprit et une vigueur nouvelle pour atteindre ses buts.

Le régime féodal et arriéré d'Hailé Sélassié, soutenu par l'impérialisme américain, avait instauré une oppression politique, une exploitation économique, une domination culturelle, un chauvinisme national et supprimé de nombreux Ethiopiens ; ce régime qui avait jeté les masses dans un état déplorable dans lequel elles ne pouvaient plus survivre même au jour le jour, provoqua la mort à cause de la famine, de centaines de milliers d'Ethiopiens. Il avait déchaîné des atrocités barbares contre l'environnement et les biens, afin de coloniser et d'opprimer le peuple érythréen. Après avoir gouverné pas moins de quarante ans, le vieux régime s'effondra en 1974 grâce à la lutte du peuple éthiopien et aux coups portés par la révolution du peuple érythréen. Cependant, comme il n'y avait ni parti politique ni force organisée capable de guider la lutte du peuple éthiopien à la victoire durant le déclin et à la chute du régime barbare de Hailé Sélassié, le Derg, une clique d'officiers composée d'ex-acolytes de Hailé Sélassié, fut en mesure de s'emparer du pouvoir. Lors de la crise, lorsque la

clique militaire, hâtivement formée d'éléments épars usurpa le pouvoir, des soi-disant intellectuels pseudo-progressistes qui convoitaient les places vacantes se précipitèrent au côté du Derg et devinrent ses complices. Leur rôle consiste à dissimuler sous une propagande progressiste le fascisme du Derg et ses crimes contre le peuple. Le Derg a déclaré le "Socialisme éthiopien" pour isoler la révolution érythréenne et les mouvements démocratiques du peuple éthiopien ainsi que pour duper et escroquer les masses éthiopiennes et érythréennes. On raconte que le Derg a réalisé le Socialisme en Ethiopie en une année grâce à des déclarations creuses, comme si le socialisme était quelque chose qui peut être réalisé par des déclarations et des coups d'Etat militaires. Le vacarme et le bruit fait par le Derg sont destinés à duper les masses éthiopiennes et non pas d'oeuvrer dans l'intérêt des Ethiopiens qui meurent de faim. Cela est concrètement démontré par la rapide détérioration des conditions de vie des masses éthiopiennes ainsi que par la résistance grandissante que lui opposent les forces démocratiques et les peuples opprimés.

Les slogans du Derg, sans institutions populaires pour leur mise en application, sont lancés pour tromper le peuple, mettre en route une économie de guerre et servir à la propagande à l'étranger. Ils ne servent ni les intérêts des masses ouvrières et paysannes ni l'économie du peuple éthiopien. Les travailleurs éthiopiens ne tirent pas profit de la nationalisation du capital national ou étranger. Loin de prendre le pouvoir et de jouer leur rôle d'avant-garde,

leurs droits élémentaires sont déniés et ils souffrent de la détérioration rapide des conditions de vie ; cependant, jour après jour, leur résistance s'accroît. Les paysans ne tirent pas profit non plus du "changement" opéré puisque la nationalisation de la terre est restée lettre morte, sans mesures concrètes de transition vers le socialisme. Le chauvinisme amhara travesti en socialisme inflige des souffrances intolérables aux différentes nationalités de l'Ethiopie. Le peuple est privé de son droit d'établir son propre pouvoir populaire, tandis que le pays subit la dure domination d'une poignée d'officiers. Ainsi les progressistes éthiopiens et les nationalistes opprimés de l'Ethiopie, mieux organisés que jamais, ont donné une nouvelle dimension à leur lutte.

La vraie nature du Derg n'est nulle part plus évidente que dans son attitude et ses actions à l'égard de la question érythréenne. Aucun des projets et des changements économique, politique et militaire du Derg ne peut être vu en le dissociant des millions de dollars que le Derg dépense en Erythrée, des complots qu'il fomente pour saboter la juste lutte du peuple érythréen, et des opérations militaires fascistes et barbares qu'il mène en Erythrée. Le fascisme du Derg à l'encontre du peuple érythréen n'a pas d'égal dans l'histoire. Comme la politique et les objectifs fondamentaux du Derg sont d'écraser la révolution érythréenne par la force, il a à plusieurs reprises tenté de les concrétiser. La première tentative du mois de février 1975, qui visait à la liquidation de la révolution érythréenne dans un délai d'un mois, a été repoussée et le Derg essuya sa première défaite historique. La deuxième fois, cherchant à réduire les

masses rurales au rôle d'instrument de son agression militaire, il mobilisa par contrainte et duperie des milliers de paysans misérables et les envoya en Érythrée sous couvert de la "Marche de Volontaires". Cette tentative a été mise en échec avant même qu'elle ait pu atteindre le sol érythréen. Depuis, il fait diverses tentatives, telle que l'utilisation des "Nebelbal" (force des parachutistes anti-guerrilla, entraînés par Israël). Toutes ont échoué devant les puissants coups portés par notre Armée révolutionnaire du peuple. Après tout cela, le Derg est aujourd'hui en train de faire de nouveaux préparatifs militaires avec les armes et les munitions fournies par les U.S.A. et de se servir des masses éthiopiennes, déjà dans un état d'agitation, comme chair à canon dans sa guerre d'agression au nom de la "Défense de la Patrie". La seconde tactique du Derg est de caractère politique et vise à isoler la révolution érythréenne sur le plan intérieur et extérieur. Il a lancé le mot d'ordre de "solution pacifique" pour camoufler ses préparatifs militaires tout en intensifiant sa guerre d'agression. Le premier slogan de solution pacifique, dénué de toute proposition concrète a misérablement échoué en même temps que l'offensive de février 1975. Depuis le Derg a fait plusieurs tentatives dans l'espoir de semer la division au sein de la révolution érythréenne. En dernier lieu, il a ouvertement déclaré que sa "solution pacifique" signifie "autonomie interne" et il s'attelle actuellement à une intense campagne politique. Puisque ce type de solution pacifique n'a pas trouvé d'écho sur le plan intérieur, la campagne est essentiellement dirigée vers l'extérieur afin de tromper l'opinion publique progressiste dans le monde et d'isoler

la révolution érythréenne sur le plan international. Cependant, le F.P.L.E. a, face à tous les obstacles créés par les réactionnaires locaux, donné une grande leçon au Derg en dévoilant sa nature fasciste et en écrasant ses offensives militaires depuis la fin de la guerre civile.

L'Erythrée est un pays colonial et semi-féodal. La grande majorité de la population composée de paysans mène une vie de subsistance dans le cadre d'une agriculture arriérée et de nomadisme. Les grandes étendues de terre fertile lui ont été enlevées et transformées en domaine d'Etat servant le régime colonial, les exploiters étrangers et leurs collaborateurs érythréens. Les travailleurs érythréens, privés de tous les droits sociaux, touchent un salaire extrêmement bas, souffrent d'un chômage important et vivent dans des conditions extrêmement mauvaises. Le pouvoir politique, les usines, les banques, les ports, le commerce, etc., sont entre les mains du colonialisme éthiopien et de ses maîtres, les impérialistes. Les ressources naturelles et humaines de l'Erythrée servent les colonialistes, les impérialistes, les sionistes et leurs laquais érythréens. Il en résulte que les conditions de vie des masses laborieuses de notre peuple continuent à se détériorer allant de mal en pis. Le colonialisme éthiopien et ses maîtres les impérialistes s'efforcent avec vigueur de détruire l'identité érythréenne en supprimant la culture et les traditions du peuple érythréen et en propageant leur culture et leurs coutumes décadentes. Ils ont semé la discorde religieuse, nationale, tribale, régionale pour briser l'unité et miner le progrès du peuple érythréen. L'Ethiopie coloniale n'aurait pas pu occuper l'Erythrée et combattre le peuple érythréen si

longtemps sans le soutien politique, militaire, économique et diplomatique de l'impérialisme. Il est très clair que les moyens militaires qu'elle emploie quotidiennement pour massacrer notre peuple et détruire son existence sont entièrement fournis par les Etats-Unis et Israël.

Les ennemis du peuple érythréen sont le colonialisme éthiopien, l'impérialisme mondial, le sionisme israélien et la réaction interne. Il est donc inévitable que le peuple érythréen mène une lutte nationale et démocratique pour vaincre ces forces qui constituent un obstacle au développement de la société érythréenne. C'est dans le but d'accomplir les tâches historiques de la révolution nationale et démocratique que le F.P.L.E. a, depuis sa création en 1970, lutté pour unir les travailleurs, les paysans et les autres forces, démocratiques et patriotiques en un seul front. Pour conquérir l'indépendance et la liberté, la paix et la justice, la prospérité et le progrès pour le peuple érythréen, le F.P.L.E., guidé par une ligne révolutionnaire correcte et basé sur l'alliance du prolétariat et de la paysannerie, combattrà pour atteindre les objectifs du programme jusqu'à la victoire finale.

FRONT POPULAIRE DE LIBERATION
DE L'ERYTHREE (F.P.L.E.)

Programme National Démocratique

OBJECTIFS

I. ETABLIR UN ETAT DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

- A. Abolir tous les organes administratifs coloniaux éthiopiens et toutes les lois anti-nationales et non démocratiques ; annuler tous les traités militaires, économiques et politiques concernant l'Erythrée signés entre l'Ethiopie coloniale et d'autres gouvernements.
- B. Sauvegarder les intérêts des masses de travailleurs, de paysans et d'autres forces démocratiques.
- C. Constituer une Assemblée populaire composée de représentants du peuple élus démocratiquement et librement parmi les forces patriotiques anti-féodales et anti-impérialistes. L'Assemblée populaire élaborera la Constitution, promulguera les lois, élira l'administration populaire et ratifiera le plan économique national et de nouveaux traités.
- D. Protéger les droits démocratiques du

peuple : la liberté d'expression, la liberté de la presse, le droit de se réunir, la liberté de confession et le droit de manifester pacifiquement ; développer des organisations anti-féodales et anti-impérialistes de travailleurs, de paysans, de femmes, d'étudiants et de jeunes.

- E. Assurer l'égalité de tous les citoyens érythréens devant la loi sans discrimination de nationalité, de sexe, de région, de niveau culturel, d'occupation, de situation sociale, de richesse, de religion, etc.
- F. Punir sévèrement les laquais érythréens du colonialisme éthiopien qui ont commis des crimes contre le pays et le peuple.

II. BATIR UNE ECONOMIE NATIONALE INDEPENDANTE, AUTOSUFFISANTE ET PLANIFIEE

A. AGRICULTURE

- 1. Enlever au régime agressif éthiopien, aux impérialistes, aux sionistes et aux laquais érythréens toutes les terres en leur possession et les mettre au service des masses érythréennes.
- 2. Nationaliser les grandes propriétés foncières ayant besoin de techniques agricoles modernes et mettre leurs produits agricoles au profit des masses.

3. Abolir les rapports terriens féodaux et entreprendre une distribution équitable des terres. S'efforcer d'introduire des coopératives en créant les conditions de coopération et d'assistance mutuelle afin de développer un système moderne et avancé d'agriculture et d'élevage susceptible d'augmenter le revenu et d'améliorer le niveau de vie des paysans.
4. Encourager les paysans à adopter des méthodes modernes d'agriculture, leur inculquer l'utilisation d'un outillage agricole avancé et leur fournir des conseillers, des experts, des services vétérinaires, des engrais, des puits, des barrages, ainsi que du transport et de l'aide financière en vue de résoudre leurs problèmes et d'améliorer leurs moyens d'existence et leurs conditions de travail.
5. Fournir aux nomades des services vétérinaires, des experts en matière d'élevage, des conseillers agricoles et une assistance financière pour qu'ils puissent mener une vie stable, adopter des techniques modernes d'agriculture et d'élevage et améliorer leurs moyens d'existence.
6. Prendre des mesures en vue de régler pacifiquement et amicalement les conflits et inégalités en ce qui concerne la distribution des terres parmi les individus et les villages, de manière à ce que les intérêts des parties concernées soient harmonisés avec ceux de l'économie nationale.

7. Améliorer les conditions économiques et le niveau de vie dans les villes et à la campagne pour rapprocher les citadins et paysans.
8. Transformer les lieux de pâturage et les forêts en propriété d'Etat, préserver la faune et les forêts, et lutter contre l'érosion du sol.
9. Maintenir un juste équilibre entre l'agriculture et l'industrie dans le cadre du plan économique.
10. Créer une association qui se chargera d'organiser, de politiser et d'armer les paysans d'une vision révolutionnaire claire pour qu'ils puissent participer pleinement à la lutte anti-coloniale et anti-féodale, défendre l'acquis de la révolution, se libérer de l'oppression et de l'exploitation économique, et gérer leurs propres affaires.

B. INDUSTRIE

1. Nationaliser toutes les industries qui sont la "propriété" des impérialistes, sionistes, colonialistes éthiopiens, de leurs laquais érythréens et des étrangers résidants opposés à l'indépendance érythréenne.
2. Nationaliser toutes les grandes industries, les ports et les mines, le transport public, les communications, les installations énergétiques, et autres ressources économiques fondamentales.

3. Exploiter toutes les ressources marines, augmenter la production de sel et d'autres minéraux, développer l'industrie de la pêche, explorer et exploiter le pétrole et autres minéraux.
4. Permettre aux citoyens qui ne s'opposaient pas à l'indépendance de l'Erythrée de participer à la construction nationale grâce au droit à la propriété de petites usines et petits ateliers compatibles avec le développement national et le système d'administration.
5. Oeuvrer au développement de l'industrie lourde afin de permettre l'épanouissement de l'industrie légère, améliorer les méthodes d'agriculture et lutter contre la dépendance industrielle.

C. REGIME FINANCIER ET FISCAL

1. Nationaliser toutes les compagnies d'assurances et les banques en vue de gérer les activités économiques afin d'accélérer le développement économique.
2. Etablir une banque centrale d'Etat et créer une monnaie nationale indépendante.
3. Interdire la pratique de l'usure dans toutes ses formes et accorder le crédit au plus bas taux d'intérêt en vue d'alléger l'exploitation des masses.

4. Concevoir et mettre en oeuvre une politique convenable de tarifs en vue de protéger la production nationale dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et de l'artisanat.
5. Formuler et mettre en oeuvre une politique fiscale équitable et rationnelle pour assurer l'administration et la défense du pays, garantir la production et mener à bien les fonctions sociales.

D. COMMERCE

1. Etablir les moyens essentiels de transport ou de communication terrestre, aérien et maritime afin de développer le commerce du pays.
2. Contrôler toute importation et exportation.
3. Nationaliser toutes les grandes entreprises commerciales et diriger les petites entreprises.
4. Interdire l'exportation des produits de base et limiter l'importation d'objets de luxe.
5. Contrôler l'échange et les prix des divers produits domestiques.
6. Interdire strictement la contrebande.
7. Etablir des relations commerciales avec tout pays qui respecte la souveraineté de l'Erythrée sans égard aux régimes politiques.

E. LES TERRAINS ET LE LOGEMENT URBAINS

1. Transformer les terrains urbains en propriété d'Etat.
2. Nationaliser toute propriété privée excessive afin d'éliminer l'exploitation locative et d'améliorer les conditions de vie des masses.
3. Compte tenu du niveau de vie, établir un loyer raisonnable en vue d'améliorer les conditions de vie des masses.
4. Indemniser les citoyens dont la propriété est nationalisée, en fonction de leur revenu personnel et de l'état de l'économie nationale.
5. Construire des maisons modernes nécessaires pour assurer le logement des masses.

III. DEVELOPPER LA CULTURE, L'EDUCATION, LA TECHNOLOGIE ET LA SANTE PUBLIQUE

A. CULTURE

1. Abolir la culture décadente et les coutumes sociales honteuses qui ont été instaurées par le colonialisme éthiopien, l'impérialisme mondial et le sionisme en vue de subjuguier le peuple érythréen et de détruire son identité nationale.
2. Prévoir, dans les nouveaux programmes

scolaires, la diffusion, le respect et le développement de l'histoire de l'Erythrée et de son peuple, de la lutte contre le colonialisme et l'oppression pour atteindre l'indépendance, ainsi que de l'expérience, des sacrifices et de l'héroïsme du peuple érythréen et de son folklore, de ses traditions et de sa culture.

3. Eliminer les aspects négatifs de la culture et des traditions de la société érythréenne et développer son contenu progressiste.
4. S'assurer que le peuple érythréen glorifie et chérisse éternellement la mémoire des martyrs héroïques de la lutte pour l'indépendance qui, guidés par des principes révolutionnaires, donnèrent leur vie pour le salut de leur peuple et de leur pays.

B. EDUCATION ET TECHNOLOGIE

1. Lutter contre l'analphabétisme afin de libérer le peuple érythréen de l'ignorance.
2. Prévoir une instruction obligatoire et universelle jusqu'au niveau secondaire.
3. Créer des institutions d'enseignement supérieur dans les domaines de la science, des arts, de la technologie, de l'agriculture, etc.
4. Accorder des bourses afin que les étudiants puissent continuer leurs études.

5. Etablir des écoles dans les diverses régions de l'Erythrée selon les besoins.
6. Séparer l'éducation de la religion.
7. Mettre toutes les écoles sous la régie de l'Etat et prévoir une instruction gratuite à tous les niveaux.
8. Intégrer l'éducation dans la production et la mettre au service des masses.
9. Permettre au peuple, surtout aux étudiants et aux jeunes, par le truchement de la création de leurs propres organisations, de se former et de parfaire leurs connaissances en matière de science, de littérature, d'artisanat et de technologie.
10. Assurer aux experts et aux spécialistes des conditions de travail favorables afin de leur permettre d'utiliser leurs connaissances et compétence au service des masses.
11. Organiser des échanges éducationnels, culturels et technologiques avec d'autres pays sur la base d'avantages réciproques et d'égalité.

C. SANTE PUBLIQUE

1. Fournir au peuple des services sanitaires gratuits.
2. Eliminer les maladies contagieuses

et améliorer la santé publique par la construction d'hôpitaux et de centres médicaux nécessaires partout en Erythrée.

3. Développer de manière scientifique la médecine traditionnelle.
4. Créer l'infrastructure sportive et l'ouvrir largement aux masses.

IV. SAUVEGARDER LES DROITS SOCIAUX

A. DROITS DES TRAVAILLEURS

1. Politiser et organiser les travailleurs dont la participation à la lutte était entravée par la ligne et les dirigeants réactionnaires, et leur permettre de jouer, de façon plus élevée et plus organisée, leur rôle d'avant-garde dans la révolution.
2. Abolir le système de législation du travail et les faux syndicats instaurés par le colonialisme éthiopien et par ses maîtres impérialistes afin d'exploiter et d'opprimer les travailleurs érythréens.
3. Faire respecter la journée de travail de 8 heures et protéger le droit des travailleurs de se reposer un jour par semaine et 25 jours par an.
4. Promulguer un code de travail qui protégera les droits des travail-

- leurs et leur permettra de se constituer en syndicat.
5. Assurer aux travailleurs un logement confortable et des conditions de vie convenables.
 6. Mettre en place un programme de sécurité sociale pour soigner et aider les travailleurs qui se trouvent incapables de travailler à cause de la maladie, de l'infirmité ou de la vieillesse.
 7. Interdire le licenciement injustifié et les réductions de salaire injustes.
 8. Défendre le droit des travailleurs de participer à la gestion et à l'administration des entreprises et des industries.
 9. Lutter pour éliminer le chômage et protéger le droit au travail de tout citoyen.

B. DROIT DES FEMMES

1. Mettre sur pied une association par le truchement de laquelle les femmes pourront participer à la lutte contre l'agression coloniale et pour la transformation sociale.
2. Esquisser un large programme visant à libérer les femmes des contraintes du travail domestique, et élever leur niveau politique, culturel et technique.

3. Assurer aux femmes le droit à l'égalité avec les hommes dans la vie politique, économique et sociale et à la même rémunération pour le même travail.
4. Promulguer des lois progressistes matrimoniales et familiales.
5. Garantir le droit des femmes qui travaillent de prendre un congé de maternité avec salaire.
6. Garantir les droits des femmes et des enfants ; assurer les services d'accouchement, de crèches et d'écoles maternelles.
7. Lutter pour éliminer la prostitution.
8. Respecter le droit des femmes de ne pas entreprendre un travail qui soit nuisible à leur santé.
9. Elaborer un programme visant à augmenter le nombre et à améliorer la qualité de femmes dirigeantes et fonctionnaires.

C. FAMILLES DES MARTYRS, MUTILES DE GUERRE ET AUTRES AYANT BESOIN D'ASSISTANCE SOCIALE

1. Fournir les soins et l'assistance nécessaires à tous les combattants et autres citoyens qui, au cours de la révolution érythréenne contre le colonialisme éthiopien et pour le salut de la nation, ont subi des

sérvices dans les prisons ou des blessures dans la lutte armée.

2. Fournir une assistance et un secours aux victimes de l'agression coloniale éthiopienne, aux orphelins, aux personnes âgées et aux invalides ainsi qu'aux malades civils.
3. Fournir une assistance et les soins nécessaires aux familles des martyrs.

V. CONSOLIDER L'UNITE ET ASSURER L'EGALITE
DES NATIONALITES

- A. Abolir le système et les lois instaurés par l'impérialisme et le colonialisme éthiopien, et leurs laquais, pour diviser, opprimer et exploiter le peuple érythréen.
- B. Redresser tous les torts occasionnés par les opportunistes au cours de la lutte.
- C. Lutter contre le chauvinisme national ainsi que le nationalisme étroit.
- D. Nourrir et renforcer l'unité et la fraternité de toutes les nationalités de l'Erythrée.
- E. Accorder à toutes les nationalités les mêmes droits et responsabilités en les menant vers le progrès et le salut du pays.
- F. Sauvegarder la liberté de toutes les

nationalités dans les divers domaines pour assurer le progrès commun.

- H. Garantir à toutes les nationalités le droit de garder et de développer leur langue parlée ou écrite.
- I. S'opposer vigoureusement à ceux qui, se consacrant à leurs propres intérêts, créent des cliques sur des bases nationale, tribale ou régionale, et entravent l'unité de la révolution et du peuple.

VI. CONSTITUER UNE ARMÉE POPULAIRE PUIS- SANTE

- A. Créer une milice populaire pour sauvegarder l'acquis de la révolution et pour maintenir l'armée populaire dans les zones libérées ou semi-libérées.
- B. Libérer le pays et le peuple pas à pas grâce à une stratégie de guerre populaire. Créer des armées puissantes de terre, de l'air et de la marine, capables de défendre les frontières du pays, les eaux territoriales, les espaces aériens et l'intégrité territoriale, ainsi que l'indépendance totale, le progrès et la dignité de son peuple, afin de parvenir à la prospérité et au stade économique le plus élevé.

L'armée populaire sera :

- politiquement consciente, imbue

de camaraderie et endurcie par la discipline révolutionnaire ;

- pleine de détermination, imbuée d'un esprit de sacrifice de soi, participant à la production, et
- munie de tactiques, d'armes et de compétences modernes.

Etant le protecteur des intérêts des travailleurs et des paysans, elle servira tout le peuple érythréen sans tenir compte de religion, nationalité ou sexe. La base de cette armée se trouve dans les forces révolutionnaires qui luttent actuellement pour l'indépendance et la libération nationale.

- C. Créer une école militaire progressiste et avancée.

VII. RESPECTER LA LIBERTE DE CONFESSION

- A. Sauvegarder le droit de tout citoyen à sa religion.
- B. Séparer totalement la religion de l'Etat et de la politique.
- C. Séparer la religion de l'éducation et interdire toute instruction religieuse obligatoire.
- D. S'opposer rigoureusement à toute nouvelle religion contre-révolutionnaire instaurée par les impérialistes telles que Jehovah Witness, Pentacostal, Bahai, etc.

- E. Punir au terme de la loi ceux qui tentent de semer la discorde dans la lutte et de saper le progrès du peuple érythréen sur une base religieuse, soit au cours de la lutte armée, soit dans une Erythrée démocratique populaire.

VIII. TRAITER HUMAINEMENT LES PRISONNIERS DE GUERRE ET FAVORISER LA DESERTION DES SOLDATS ERYTHREENS LUTTANT AVEC L'ENNEMI

- A. S'opposer aux efforts du colonialisme éthiopien de mobiliser obligatoirement des soldats dupés afin de s'en servir comme instrument pour l'oppression et le massacre du peuple érythréen.
- B. Encourager les soldats et policiers civils érythréens qui ont été dupés au point de servir dans l'armée coloniale éthiopienne à revenir à la juste cause et à rejoindre leur peuple dans la lutte contre l'agression éthiopienne et les accueillir dans ses rangs avec des droits égaux.
- C. Assurer un traitement humain aux prisonniers de guerre éthiopiens.
- D. Punir sévèrement les serviteurs et laquais - loyaux, intransigeants, criminels et atroces - du colonialisme éthiopien.

IX. PROTEGER LES DROITS DES ERYTHREENS
RESIDANT A L'ETRANGER

- A. Lutter pour que les Erythréens résidant à l'étranger s'associent aux organisations de masse déjà formées afin qu'ils puissent participer à la lutte patriotique anti-coloniale.
- B. Lutter pour assurer les droits des réfugiés érythréens dans les pays voisins, leur obtenir l'aide des organisations internationales et améliorer leurs conditions de vie.
- C. Accueillir tous les Erythréens qui désirent rentrer et participer aux luttes et progrès de leur pays.
- D. Encourager le retour et créer les moyens de réhabilitation des Erythréens qui ont été obligés de s'enfuir de leur pays à cause de l'agression et de l'oppression vicieuses du colonialisme éthiopien.

X. RESPECTER LES DROITS DES ETRANGERS RE-
SIDANT EN ERYTHREE

- A. Accorder pleinement les droits de vivre et de travailler aux étrangers qui ont appuyé ouvertement ou en secret la lutte du peuple érythréen contre l'oppression coloniale éthiopienne et pour le salut de la nation, et qui sont prêts à respecter le système juridique qui sera établi.

- B. Punir impitoyablement les étrangers laquais ou partisans du colonialisme éthiopien qui espionnent le peuple érythréen ou font obstacle à la révolution.

XI. SUIVRE UNE POLITIQUE ETRANGERE PACIFIQUE ET NON ALIGNEE

- A. Recevoir l'aide de tout pays ou toute organisation qui respecte et soutient la juste lutte du peuple érythréen sans intervenir dans ses affaires intérieures.
- B. Etablir des relations diplomatiques avec tous les pays sans égard à leur système politique et économique, sur la base des cinq principes suivants:
- le respect réciproque pour l'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale ;
 - la non-agression mutuelle ;
 - la non-intervention dans les affaires intérieures ;
 - l'égalité et l'avantage réciproque ;
 - la co-existence pacifique.
- C. Etablir de bonnes et d'amicales relations avec tout voisin.
- D. Développer des liens culturels, économiques et technologiques compatibles avec la souveraineté et l'indépendance nationales, avec tous les

pays du monde sur une base d'égalité. Ne s'aligner avec aucun bloc militaire mondial, ni ne permettre l'installation de bases militaires étrangères sur le sol érythréen.

- E. Soutenir tout mouvement juste et révolutionnaire, puisque notre lutte fait partie intégrante du mouvement international révolutionnaire en général, et de la lutte des peuples africains, asiatiques et latino-américains contre le colonialisme, l'impérialisme, le sionisme et la discrimination raciale en particulier.

VICTOIRE AUX MASSES !

Approuvé par le Premier Congrès du F.P.L.E.
le 31 janvier 1977